

Déclaration liminaire UNSA Éducation - CDEN du 30 juin 2026

Madame la Préfète, Monsieur le Directeur académique, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

L'UNSA Éducation souhaite ouvrir cette instance en rappelant l'importance de ce temps d'échange pour notre département. Le CDEN doit permettre de regarder avec lucidité la réalité de l'école publique, d'entendre les remontées du terrain et de construire des réponses à la hauteur des besoins des élèves comme des personnels.

Nous tenons d'abord à saluer les équipes qui, dans un contexte très contraint, préparent la rentrée et font vivre le service public d'éducation au quotidien. Mais nous ne pouvons pas masquer notre inquiétude face à une carte scolaire qui demeure, une fois encore, trop étroite pour répondre aux besoins réels des écoles et des établissements. Les moyens attribués au niveau national sont insuffisants, et la baisse démographique est trop souvent utilisée comme prétexte pour justifier des suppressions ou des limitations d'ouvertures, dans le premier comme dans le second degré.

Alors que cela fait maintenant plusieurs années que le mois de juin est perturbé dans nos établissements par des vagues de chaleur, l'Unsa éducation souhaite rappeler les propos en février dernier, du président de la République et du ministre de l'éducation nationale qui évoquaient la possibilité de réduire les vacances d'été.

Au final, ce sont : plus de 800 établissements scolaires fermées le lundi 21 juin avec pour conséquences des familles en difficulté et des élèves chez eux. Ces décisions, malheureusement indispensables, ne sont pas anodines et reste un véritable échec pour l'état. Cela favorise une augmentation de la sédentarité, du temps passé devant les écrans et accentue également les inégalités entre les élèves selon leur condition d'accueil chez eux et les possibilités d'accompagnement des familles. Quand le service public ne suit plus, ce sont les plus précaires qui en souffrent.

Nous avons également des élèves qui passent le bac et le brevet dans des conditions d'accueil très difficiles voir extrêmes. Enfin des élèves et des personnels enseignants, AESH, des agents territoriaux qui travaillent sous des températures inacceptables et qui mettent leur santé en danger. Il est de la responsabilité de l'état de garantir la sécurité et la santé des élèves et de ses personnels. Cela fait des années que l'Unsa éducation demande un plan pluriannuel de rénovation du bâti scolaire mais le ministère de l'éducation nationale et les collectivités se renvoient la balle. Sur cette question, l'UNSA Education tient à saluer le travail mené sur cette problématique par certains de nos élus locaux qui se retrouvent très souvent seuls et isolés devant l'absence de directives et de financement nationaux.

Concernant les PAS, pôle d'appuis à la scolarité, la généralisation de la mise en place de ce dispositif s'accélère malgré l'absence de cadre juridique stable. Les votes défavorables à l'Assemblée nationale et en commission mixte (mai 2025, juillet 2026 et mai 2026) illustrent les réserves profondes sur ce projet, qui ne peut plus être mené sans une base réglementaire solide et des moyens pérennes à la hauteur des ambitions affichées. Le choix académique de nommer les personnels à titre provisoire sur ces supports pour la première année confirme l'insécurité liée à ces postes. L'Unsa éducation rappelle que l'expérimentation s'achève en 2027, qu'aucun texte ne prévoit leur devenir après cette date et alerte sur le sous-financement chronique des moyens alloués à l'inclusion scolaire. Dans notre département,

24 postes PAS ont été créés cette année dans l'ouest du département et 28 postes seront créés l'année prochaine sans aucune enveloppe supplémentaire dédiée et des moyens massivement pris sur l'enveloppe du 1^{er} degré. L'Unsa éducation souhaite rappeler également que les PAS, comme les enseignants référents, s'occupent des élèves scolarisés dans le public comme dans le privé sous contrat. L'Unsa éducation dénonce qu'une nouvelle fois, nous avons le financement du privé par une dotation public.

Concernant l'ordre du jour et la question de la carte scolaire :

Sur le premier degré, les mesures présentées mettent en avant des moyennes et des équilibres d'effectifs, mais elles ne disent pas tout. Elles ne disent pas les classes qui restent fragiles, les répartitions complexes, les écoles dont les équipes fonctionnent déjà à flux tendu, ni les situations locales qui rendent certaines fermetures ou non-ouvertures difficilement compréhensibles. Derrière les tableaux, il y a des réalités de terrain qu'aucun indicateur global ne peut résumer à lui seul.

L'UNSA Éducation souhaite également alerter de nouveau sur l'école inclusive. Les besoins augmentent, les notifications se multiplient, les équipes se retrouvent en première ligne, trop souvent sans moyens suffisants pour accompagner correctement tous les élèves. Nous demandons un renforcement des moyens en AESH, des moyens supplémentaires pour les ULIS, une meilleure anticipation des notifications MDPH et, au niveau académique, un moratoire sur les PAS. L'inclusion ne peut pas reposer sur l'épuisement des personnels ni sur des dispositifs mis en œuvre sans cadre suffisamment stabilisé.

Nous voulons aussi insister sur la question du remplacement, absente du document alors qu'elle constitue une difficulté majeure dans le département. Trop de classes restent encore sans remplaçant, trop longtemps, avec des conséquences directes sur les apprentissages, sur l'organisation des écoles et sur les conditions de travail des équipes. Nous demandons un état des lieux précis des besoins et des explications claires sur l'évolution du fonctionnement du remplacement dans le département.

Sur le projet département présenté aujourd'hui pour notre département, nous regrettons la non-prise de décisions sur une poignée de situations extrêmement tendues suite au 2 CSASD de la semaine passée. Monsieur le Directeur Académique, nous vous demandons aujourd'hui de reconsidérer ses situations, notamment pour la maternelle Carnot de Béziers, école située en REP+. Les chiffres de l'école en prévision sont déjà plus importants que ceux de cette année alors qu'une classe ferme, nous vous demandons donc d'annuler cette fermeture.

En conclusion de cette déclaration, l'UNSA Éducation réaffirme l'urgence d'obtenir : des moyens pour l'école, des conditions d'enseignement décentes, une inclusion réellement accompagnée, un remplacement assuré, des personnels respectés et des bâtiments capables de faire face aux réalités climatiques.

Nous vous remercions de votre attention.

